

CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE

1-) PRIX :

Nos prix sont fixés en fonction des conditions économiques en vigueur au 1^{er} janvier 2019. Toute modification desdites conditions et notamment l'éventuelle fluctuation des taux de change, des taxes gouvernementales ou locales, des tarifs de transport, peut entraîner un changement de prix jusqu'à 30 jours avant le départ.

2-) NOS PRIX NE COMPRENNENT :

Ni les dépenses à caractère personnel, ni les pourboires et/ou boissons (sauf si mentionné dans le prix), ni les assurances annulation (sauf mention spéciale).

3-) NOMBRE MINIMUM DE PARTICIPANTS :

Nos prix sont calculés sur une base minimum de participants mentionnés sur le contrat. Si le nombre n'est pas atteint et dans la mesure où le voyage reste réalisable, les prix seront modifiés en conséquence.

4-) INSCRIPTION ET RÉSERVATION :

Toute inscription est ferme dès réception de votre confirmation et encaissement de votre acompte de 30 % du montant global du dossier (sauf conditions spécifiques : règlement total). La preuve de votre réservation tient de l'envoi de votre confirmation écrite de réservation et non de cet encaissement de l'acompte.

5-) CONDITIONS DE REGLEMENT :

Acompte à verser à la confirmation de la réservation écrite de 30 % du montant total du voyage (ou conditions spécifiques : règlement total).

Règlement du solde : le règlement du solde devra avoir été reçu et encaissé, 30 jours avant la date de départ. L'absence, complète ou partielle du règlement moins de 30 jours avant le départ, pourra être considérée comme annulation totale de la part du client et entraînera les frais d'annulation correspondants.

6-) ASSURANCES :

Pour tous les programmes mentionnés dans la brochure une assurance assistance, rapatriement est incluse. Toutefois, les clients ont la faculté de souscrire un contrat complémentaire d'annulation, qui leur sera facturé, en cas de souscription, en même temps que le premier versement d'acompte.

7-) CONDITIONS D'ANNULATION :

Sauf conditions spécifiques qui vous seraient alors remises au moment de l'inscription,

- plus de 30 jours avant le départ : 30 € de frais de dossier par personne,
- de 30 à 21 jours avant le départ : 25 % du prix total du voyage par personne,
- de 20 à 8 jours avant le départ : 50 % du prix total du voyage par personne,
- de 7 à 3 jours avant le départ : 75 % du prix total du voyage par personne,
- de 3 jours avant le départ à la veille du départ : 90 % du prix total du voyage par personne,
- le jour du départ : 100 % du prix total du voyage.

8-) DOCUMENTS DE VOYAGE :

Les documents de voyages seront à votre disposition, dans nos bureaux dans les 8 jours précédents le départ. Si vous ne pouvez pas les récupérer dans nos locaux, ils seront disponibles, le jour du départ dans le bus, ou vous seront expédiés par courrier à votre demande sans garantie et à vos frais.

9-) IMPORTANT :

En cas de contradiction des présentes avec les conditions de règlement ou d'annulation particulières concernant tout autre voyage ayant donné lieu lors de l'inscription à la remise d'un document mentionnant des conditions spécifiques de règlement ou d'annulation, ce sont ces dernières conditions qui s'appliqueront, les présentes devenant caduques. La réservation de ces voyages implique l'acceptation des conditions de règlement et d'annulation, qu'il s'agisse de conditions habituelles mentionnées ci-dessus ou des conditions particulières au voyage réservé.

10-) INFORMATION :

Les places dans le véhicule sont attribuées par ordre d'inscription.

11-) HORAIRES :

Les horaires et itinéraires mentionnés dans les programmes ne sont pas contractuels et peuvent subir des modifications suivant les aléas. L'horaire et le lieu de prise en charge ne sont confirmés que lors de la remise des documents de voyage.

12-) GARANTIE FINANCIERE :

Organisme : ATRADIUS CREDIT INSURANCE N.V. 44, avenue Georges Pompidou 92596 LEVALLOIS PERRET Cedex

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Décret n° 94-490 du 15 juin 1994

Art.95 : Sous réserve des exclusions prévues au deuxième alinéa (a et b) de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, toute offre et toute vente de prestation de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par le présent titre. En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage émis par le transport ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés. La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par le présent titre.

Art.96 : Préalablement à la conclusion du contrat et sur la base d'un support écrit, portant sa raison sociale, son adresse et l'indication de son autorisation administrative d'exercice, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

- 1- La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés,
- 2- Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil,
- 3- Les repas fournis,
- 4- La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit,
- 5- Les formalités administratives et sanitaires à accomplir en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accompagnement,
- 6- Les visites, les excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement moyennant un supplément de prix,
- 7- La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour, cette date ne peut être fixée à moins de 21 jours avant le départ,
- 8- Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que la calendrier de paiement du solde,
- 9- Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article 100 de présent décret,
- 10- Les conditions d'annulation de nature contractuelle,
- 11- Les conditions d'annulation définies aux articles 101, 102 et 103 ci-après,
- 12- Les conditions concernant les risques couverts et le montant des garanties souscrites au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle des agences de voyages et de la responsabilité civile des associations et organismes sans but lucratif et des organismes locaux de tourisme,
- 13- L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Art.97 : L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quels éléments. En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées par écrit, établi en double exemplaire dont l'un remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Il doit comporter les clauses suivantes :

- 1- Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur,
- 2- La destination ou les destinations du voyage en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates,
- 3- Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates, les heures et lieux de départ et de retour,
- 4- Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son classement touristiques en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil,
- 5- Le nombre de repas fournis,
- 6- L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit,
- 7- Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour,
- 8- Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article 100 ci-après,
- 9- L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies,
- 10- Le calendrier et les modalités de paiements du prix : en tout état de cause, le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30 % du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour,
- 11- Les conditions particulières demandés par l'acheteur et acceptées par le vendeur,
- 12- Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception au vendeur, et signalée par écrit, éventuellement, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés,
- 13- La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou de séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7^e de l'article 96 ci-dessus,
- 14- Les conditions d'annulation de nature contractuelle,
- 15- Les conditions d'annulation prévues aux articles 101, 102 et 103 ci-dessus,
- 16- Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur.
- 17- Les indications concernant le contrat d'assurance les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie ; dans ce cas le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant un minimum les risques exclus,
- 18- La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur,
- 19- L'engagement de fournir, par écrit, à l'acheteur, au moins 10 jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :
 - a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur, ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté, ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur,
 - b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.

Art.99 : L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet. Sauf situation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 7 jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à 15 jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Art.100 : Lorsque le contrat comporte possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenues comme lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Art.101 : Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat tel qu'une hausse significative du prix, l'acheteur peut, sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées,
- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur, un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si la paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de prestation modifié, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Art.102 : Dans le cas prévu à l'article 21 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception ; l'acheteur, sans préjuger des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées ; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supporté si l'annulation était intervenue de son fait à cette date. Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Art.103 : Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix,
- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transports pour assurer son retour dans les conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.